



LE PRINCE HENRI DE PRUSSE QUI EST VENU AUX ETATS-UNIS.

LES COMMANDEMENTS D'UN PRÉSIDENT AUX ÉTATS-UNIS

Le chef de la libre Amérique est le citoyen le moins libre du royaume ; il est un véritable prisonnier des mœurs et des coutumes du pays. Le plus misérable chiffonnier peut, à son gré, disposer de ses loisirs, mais non le président qui, toujours et partout, est l'esclave de vieilles traditions avec lesquelles transiger serait une faute aussi grave que d'enfreindre les lois écrites.

Une de ces coutumes consacrées par tous les successeurs de Washington à une ou deux exceptions près — est celle qui défend au président de jamais quitter ses états, même pour un seul jour. Une anecdote que le *Ladies Home Journal* raconte de MacKinley prouve jusqu'où ce président poussait le respect des usages. Au printemps dernier, avant le départ de Mac Kinley pour une tournée dans le Sud et l'Ouest, il avait été annoncé qu'il y aurait une entrevue entre lui et le président du Mexique, Diaz, sur un point quelconque de la frontière de cette république. Lorsqu'il visita El Paso, dans le Texas, où il fut salué par les représentants du président Diaz, Mac Kinley exprima le désir de jeter un regard sur le pays voisin. Un pont construit sur le Rio Grande, le Pont International, relie à cet endroit

El Paso au Mexique ; et la question s'éleva, inquiète, si le président des Etats-Unis allait traverser la ligne séparatrice. Il ne la traversa pas, mais se contenta de s'avancer jusqu'au pont d'où son ceil pouvait apercevoir la Sierra Madre. Au milieu de la construction, se trouve une ligne de démarcation ; un pas plus loin, c'est le territoire mexicain. Dix ans plus tôt, le président Harrison s'était aventuré jusqu'à cette ligne : Mac Kinley ne voulut même pas poser le pied sur le pont.

Le président Arthur en 1883 fut accusé par ses ennemis d'avoir violé cette tradition ; on racontait de lui pendant un voyage d'agrément, il avait poussé jusqu'à Alexandria Bay, Thousand Island. Ses adversaires politiques lui reprochèrent aussi une excursion de pêche à travers la ligne canadienne.

Le président Cleveland aussi encourut le blâme de ses concitoyens pour être, à l'occasion d'une partie de chasse dans la Caroline du Nord, allé plus loin que le cap Hattaras. Ses ennemis déclarèrent qu'il avait ainsi dépassé la limite de trois milles, fixé par la loi internationale comme limite des possessions d'un pays au-delà de la frontière.

Cette tradition sévère ne s'applique qu'au président ; le vice-président en est exempt au point qu'on en cite un, William Rufus King, qui fut élu sur terre étrangère. Avant son élection, Rufus King était parti à Cuba pour raison de santé et c'est à Havane, devant

le consul général des Etats-Unis, qu'il prêta serment.

Le président de la République américaine ne peut transférer son pouvoir à personne, pas même au vice-président. En cas de " relèvement de ses fonctions, de mort, de démission ou d'incapacité " seulement, le président devra être remplacé par le vice-président. Le désir ou le besoin d'un repos ne saurait être une raison de ne pas servir le pays. Les lois n'ont d'ailleurs jamais spécifié en quels cas cette incapacité, mentionnée dans la Constitution, pourrait relever le chef de l'Etat de ses devoirs. Lorsque le président Garfield était gravement malade, la question fut débattue de savoir si le vice-président devait le décharger de ses fonctions. Le général Arthur, vice-président, n'y voulut pas consentir tant que le président avait une parcelle de vie. Et Garfield, pendant les dernières semaines de sa vie, signa des papiers d'Etat sur son lit de mort.

Le président des Etats-Unis ne doit pas franchir le seuil d'une ambassade ou d'une légation étrangère. La résidence officielle d'un ambassadeur ou d'un ministre accrédités à Washington est territoire étranger et considéré comme colonie étrangère. Ces demeures, et les diplomates qui les habitent, jouissent d'une immunité absolue ; les morceaux de terre acquis par les gouvernements étrangers sont exempts de toutes taxes. Poser le pied sur la ligne seulement d'un de ces terrains serait, de la part du président, une offense grave contre une loi non écrite, mais respectée.

Le dimanche est le jour consacré aux intimes ; il serait malséant de troubler le repos dominical du président par des visites officielles. De même, l'usage interdit à la Maison Blanche les réceptions et les dîners de cérémonie pendant le Carême.

Le président des Etats-Unis ne peut faire de visite de cérémonie qu'à un seul président nouvellement élu, à un ex-président, au vice-président, aux présidents de pays étrangers ou à des monarques régnants, de passage dans la capitale américaine. Il ne doit faire de première visite qu'à un chef régnant. Lorsqu'un de ces hôtes se trouve à Washington et qu'il réside à la légation de son pays, le président des Etats-Unis lui désigne un hôtel comme lieu de rencontre. Tous les autres membres des familles régnantes doivent faire la première visite au président ; un prince héritier même n'équivaut comme rang qu'au vice-président.

Dans sa correspondance, le président se dispense des formalités qui ouvrent et closent habituellement les lettres. Il commence ses communications : Monsieur, jamais : Cher Monsieur ; au bas, il signe simplement son nom.

Une exception est faite pour les monarques étrangers que le président apostrophe ainsi : Grand et bon ami ; et qu'il salue en terminant : Votre bon ami.

Les cartes de visite du président ne portent aucun nom, mais tout uniquement les deux mots : Le président ; et les mêmes cartes peuvent servir pour tous les premiers magistrats du pays !

Un vieil usage s'oppose à ce que le président des Etats-Unis accepte des cadeaux de valeur de ses inférieurs. Un président, il y a quelques années, reçut des membres de son Cabinet, une villa au bord de la mer. Ce fait lui fut injurieusement reproché et les invectives ne prirent fin que lorsque le président MacKinley accepta les deux beaux vases de Sèvres qui lui furent offerts par notre président.

La dignité du chef de l'Etat, en Amérique, lui interdit formellement de se prêter aux interviews des journalistes. Mais peu de présidents résistent aux entreprises des reporters. Cleveland autorisait les interviews et corrigeait lui-même les articles qui s'occupaient de lui.

Un cas bien amusant de reportage essentiellement américain fut celui d'une intrépide journaliste, Mme Ann Royall, editrice d'une feuille sensationnelle, le " Paul Pry ". Cette feuille ingénieuse employa un moyen inédit pour interviewer de force le président Tyler. Ayant épié le moment où le président prenait un bain dans la rivière du Potomac, la reporteresse s'assit, au bord de l'eau, sur les vêtements même de M. Tyler et n'en voulut pas bouger avant d'avoir tiré du président toutes les informations dont elle avait besoin.